

**PROGRAMME
D'ÉCHANGE DE
SERINGUES EN
PRISON**

**UCCO-SACC-CSN
LIVRE
BATAILLE**





MOT DU PRÉSIDENT NATIONAL

JEFF WILKINS

L'année dernière, en réponse à une poursuite intentée en septembre 2012, le Service correctionnel du Canada a mis en œuvre le Programme d'échange de seringues en prison (PESP). La poursuite n'exigeait pas de dédommagement monétaire, mais plutôt une autorisation rare qui donnerait au juge un pouvoir discrétionnaire pour mettre en œuvre un programme d'échange de seringues dans nos établissements.

Lors de la mise en œuvre du PESP l'année dernière, le Service correctionnel du Canada a demandé au juge de surseoir à la décision, prétextant qu'il mettait en œuvre un programme similaire à celui demandé dans la poursuite. Ce programme, à propos duquel le Service correctionnel du Canada n'a pas consulté UCCO-SACC-CSN, a été mis en œuvre pour la première fois dans deux établissements : l'Établissement Atlantique de Renous (Nouveau-Brunswick) et l'Établissement Grand Valley pour femmes de Kitchener (Ontario).

UCCO-SACC-CSN s'est depuis activement mobilisé contre ce programme, car il a un impact direct sur la santé et la sécurité de nos membres. Les actions entreprises par les membres d'UCCO-SACC-CSN sont répertoriées dans ce document.

Pour nous, il ne fait aucun doute que le programme n'atteint pas son objectif de réduire les dommages et la propagation des maladies infectieuses. À l'Établissement Atlantique, nos membres ont saisi des seringues « autorisées » dans les mauvaises cellules. Tout au long de nos efforts de mobilisation, UCCO-SACC-CSN a maintenu que les initiatives de réduction des méfaits, sous quelque forme que ce soit, devraient être gérées par des professionnels de la santé, et non par des agents correctionnels.

Étant donné que de nombreuses décisions judiciaires récentes ont modifié le mode de fonctionnement du Service correctionnel du Canada, ainsi que les rôles et les responsabilités de nos membres, nous craignons que si les tribunaux statuent sur cette affaire, les seringues deviendront monnaie courante dans nos institutions.

Ensemble, grâce à nos efforts de mobilisation, nous avons eu une influence notable sur notre employeur et le gouvernement fédéral. Cependant, nous n'avons aucune

influence sur les décisions rendues par le système de justice. Pour UCCO-SACC-CSN, il est inacceptable que les détenus possèdent des seringues et nous continuerons à lutter contre ce problème. Le Service correctionnel du Canada a entendu nos arguments, de même que le gouvernement du Canada.

Début mai, le gouvernement a annoncé une exemption pour obtenir la licence requise pour les sites de prévention des surdoses. Bien qu'UCCO-SACC-CSN ne préconise pas un tel programme, qui obligerait les détenus à se rendre dans les services de santé et, sous la supervision du personnel soignant, à s'injecter leurs substances, nous devons mettre les choses en perspective et considérer cette option comme une solution potentielle qui élimine le risque immédiat pour nos membres. Cependant, ce type de programme soulève divers problèmes pour nos membres, notamment le fait de fermer les yeux sur la consommation de drogue dans nos établissements.

Toujours aux aguets, UCCO-SACC-CSN continuera de surveiller de près ce programme une fois qu'il sera mis en œuvre afin d'assurer la santé et la sécurité de nos membres.



AVRIL 2018

L'employeur nous informe des pressions que le SCC subit pour implanter un programme d'échange de seringues en prison. Il mentionne également qu'il nous enverra de la documentation.

MAI 2018

N'ayant rien reçu de l'employeur, un mandat au Service des relations de travail — module recherche de la CSN est envoyé afin d'obtenir des renseignements.

L'employeur nous avise qu'il va de l'avant avec le Programme d'échange de seringues en prison (PESP).

JUIN 2018

Présentation par la CSN du portrait de la situation dans les pays qui ont implanté un PESP.



Manifestation contre le PESP devant l'Établissement pour femmes Grand Valley.



Manifestation devant le bureau de la ministre de la Santé, Ginette Petitpas Taylor.

AOÛT 2018



Afin d'obtenir des informations à propos des programmes de seringues, une délégation de quatre personnes est envoyée en Suisse et en France, aux frais de la CSN. Le tout en prévision de la réunion nationale de consultation patronale-syndicale prévue en septembre.

SEPTEMBRE 2018

Présentation du rapport de la situation en Suisse et en France au comité exécutif national.

Anne Kelley et Fraser Macaulay sont absents de la réunion nationale de consultation patronale-syndicale. Le comité exécutif national décide de reporter la présentation du rapport au 4 octobre.



Rencontre avec l'adjoint du sénateur Larry Smith ainsi que le député conservateur Harold Albrecht.

Le député libéral Francis Drouin, le député conservateur Jim Eglinski ainsi que l'équipe de Pierre-Paul Hus sont aussi rencontrés.



Manifestation contre le PESP à Saskatoon lors de la réunion du caucus libéral.

OCTOBRE 2018

Nous informons l'employeur des conclusions de notre visite en Europe et nous demandons qu'un comité soit créé, impliquant les représentants syndicaux suivants : Jason Godin, Éric Thibault, Frédérick Lebeau et François Enault. À ce moment, la demande de mettre sur pied un comité n'est pas reçue favorablement.



Rencontre avec le député néo-démocrate Matthew Dubé.



Rencontre avec Alexandre Boulgerice, du NPD.



Rencontre avec le député conservateur, Ted Falk.



Rencontre avec le député conservateur, Mark Strahl.

NOVEMBRE 2018



Rencontre avec le député libéral, Marwan Tabbara.

Rencontre avec le ministre de la Sécurité publique, Ralph Goodale.



Rencontre avec la cheffe du Parti Vert, Elizabeth May.

Rencontre avec la députée libérale, Pam Damoff. Le sénateur David Richards a aussi été rencontré.



Rencontre avec la députée conservatrice, Candice Bergen.

Des rencontres ont aussi eu lieu avec le député conservateur, Dane Lloyd. Bob Bratina et Michel Picard du Parti Libéral et la Sénatrice Frances Lankin ont aussi été rencontrés, ainsi que l'adjoint d'Andrew Sheer.

À la fin du mois, l'employeur accepte finalement de créer un comité pour discuter du PESP.



Manifestation nationale contre le PESP devant les bureaux de la ministre de la Santé Ginette Petitpas Taylor à Moncton et devant les bureaux du ministre de la Sécurité publique, Ralph Goodale à Regina.



TEMPS FORTS D'UNE LONGUE BATAILLE

DÉCEMBRE 2018

Deuxième rencontre du comité PESP. À cette occasion, l'employeur nous informe qu'il est prêt à évaluer l'implantation d'un site d'injection supervisé dans un établissement.



Rencontre avec le député libéral, Pat Finnigan. La députée conservatrice Kelly Block est aussi rencontrée.



Activité de sensibilisation auprès du public à Miramichi (N.-B.), avec signatures de pétition et distribution de tracts d'information.

Visite avec l'employeur d'un centre d'injection supervisé à Ottawa.

JANVIER 2019

L'employeur annonce qu'il a fait des démarches dans le but d'obtenir un permis pour mettre sur pied un centre d'injection supervisé à l'Établissement Drumheller.



Rencontre de Jason Godin et des membres de l'exécutif avec Justin Trudeau, où il est notamment question du PESP.

MARS 2019

Rencontre du comité partiaire PESP avec le comité exécutif local de Drumheller.



Des membres de l'Atlantique surprennent M^{me} Petitpas Taylor, ministre de la Santé, pour exiger qu'elle rencontre notre président national pour discuter du PESP et des enjeux de santé et de sécurité qui en découlent.



Activité de sensibilisation auprès du public à Kitchener (ON), avec signatures de pétition et distribution de tracts d'information.



Activité de sensibilisation auprès du public à Truro (N.-É.), avec signatures de pétition et distribution de tracts d'information.



Rencontre avec le député bloquiste, Gabriel Sainte-Marie.



Présentation de Jason Godin devant le Comité sénatorial des droits de la personne, où il parle du PESP, notamment.

AVRIL 2019

Rencontre avec l'équipe de la ministre de la Santé, Ginette Petitpas Taylor.



La journée de l'implantation du programme à l'Établissement Joliette (QC), les membres tiennent une activité de sensibilisation auprès du public, avec distribution de tracts d'information.



Manifestation à Truro (N.-É) devant les bureaux du député libéral Bill Casey.



Rencontre avec le député conservateur, Ed Fast et le député libéral, Bill Casey.



Dépôt d'une pétition et occupation du bureau du ministre de la Justice, David Lametti, à Montréal.

MAI 2019

Envoi d'une lettre au Comité permanent sur la santé.



Manifestation par les agents correctionnels de l'Établissement Grand Valley pour femmes devant les bureaux du député Marwan Tabbara à Kitchener (ON).



Activité de sensibilisation auprès du public à Edmonton, avec signatures de pétition et distribution de tracts d'information.



Rencontre avec le député conservateur, Kelly McCauley.

JUIN 2019



Manifestation nationale dans les rues d'Ottawa.



Rencontre avec la ministre fédérale de la Santé, Ginette Petitpas Taylor.

La bataille dans le dossier du Programme d'échange de seringues en prison est loin d'être terminée. UCCO-SACC-CSN ne baissera pas les bras.

Couverture médiatique

Le programme d'échange de seringues en prison a fait l'objet de plusieurs tracts et de dizaines de publications sur nos réseaux sociaux. Les membres de l'exécutif national ont accordé près d'une trentaine d'entrevues dans plusieurs médias d'envergure, tant à la télévision qu'à la radio ainsi que dans les journaux. Pour consulter la revue de presse, visitez notre site web à l'adresse ucco-sacc-csn.ca

